ALORS QUE L'ÉGYPTE EST EN ATTENTE DES RÉSULTATS DE LA PRÉSIDENTIELLE

L'armée reprend la main

Le candidat des Frères musulmans Mohammed Morsi a revendiqué, hier, la victoire à l'élection présidentielle en Egypte, peu après la décision de l'armée de s'octroyer de vastes prérogatives, dénoncée comme un «coup» par les adversaires du pouvoir militaire.

Mais le camp de son rival Ahmad Chafiq, dernier Premier ministre de Hosni Moubarak, a assuré qu'il était en tête dans les résultats provisoires du scrutin qui s'est achevé dimanche soir, et a accusé les islamistes de chercher à «voler» la présidence.

Le site internet du quotidien gouvernemental *al-Ahram* donnait pour sa part une courte avance de 51% au candidat des Frères musulmans.

La victoire de M. Morsi, si elle est confirmée, porterait pour la première fois un islamiste à la tête du pays le plus peuplé du monde arabe, avec près de 82 millions d'habitants.

Cette présidentielle qui a profondément divisé le pays et fait redouter de nouvelles tensions était la première depuis la chute en février 2011 de Hosni Moubarak.

Le futur président, quel qu'il soit, disposera d'une marge de manœuvre très réduite face aux militaires qui dirigent le pays depuis le départ de M. Moubarak, qui se sont attribués de vastes pouvoirs peu avant la fermeture des bureaux de vote.

Le Conseil suprême des forces armées (CSFA) a confirmé hier sa volonté de remettre les clés de l'exécutif au futur président avant la fin du mois, tout en gardant pour lui le pouvoir législatif et en contrôlant d'autres verrous institutionnels au nom de «l'équilibre des pouvoirs».

«L'armée remet le pouvoir à l'armée», ironisait le quotidien indépendant *Al-Masri al-Youm*. «Un président sans pouvoir», titrait un autre journal indépendant, *Al-Chorouq*.

La Coalition des jeunes de la révolution, qui regroupe plusieurs mouvements à l'origine de la révolte anti-Moubarak, a dénoncé un

Photos : DR

«coup anticonstitutionnel» des militaires, qui «ne reconnaîtront jamais une volonté populaire qui puisse les contredire».

Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), bras politique des Frères musulmans, présidé par M. Morsi, a proclamé sur son compte Twitter qu'il était «le premier président de la République élu par le peuple».

Selon sa campagne, M. Morsi a obtenu 52% des voix contre 48% pour M. Chafiq, un chiffre non encore officiel mais cité par la télévision d'Etat.

M. Morsi s'est engagé dans une allocution à travailler «main dans la main avec les Égyptiens pour un avenir meilleur, pour la liberté, la démocratie et la paix». Il a aussi promis de «servir tous les Égyptiens» quelle que soit leur obédience politique ou religieuse. L'annonce de cette victoire a été aussitôt rejetée par le camp de M. Chafiq, un général à la retraite considéré comme le candidat de l'armée.

«C'est un acte de piraterie de revendiquer une victoire en utilisant des chiffres totalement faux», a déclaré à la presse Ahmad Sarhan, un responsable de la campagne de M. Chafiq, qui aurait obtenu selon lui 51 à 52% des voix sur la base de chiffres provisoires.

Les résultats officiels doivent être annoncés jeudi par la Commission électorale.

Ces tensions et incertitudes politiques ont pesé sur la Bourse du Caire, qui a perdu 3,42% en clôture lundi.

Dimanche soir, le CSFA a annoncé dans une déclaration constitutionnelle amendée qu'il exercerait le pouvoir législatif jusqu'à l'élection d'une nouvelle Assemblée du peuple, qui pourrait avoir lieu vers la fin de l'année.

La chambre des députés, dominée par les Frères musulmans, a en effet été dissoute samedi en application d'un arrêt de la Haute Cour constitutionnelle pour un vice juridique dans la loi électorale. Le nouveau scrutin ne pourra toutefois pas avoir lieu avant l'adoption d'une nouvelle Constitution, pour laquelle le CSFA s'est accordé un droit de veto sur tout article qu'il estimerait «contraire aux intérêts suprêmes du pays».

La déclaration stipule aussi que le CSFA garde la haute main sur «tout ce qui relève des forces armées».

M. Morsi, un ingénieur de 60 ans, a cherché durant la campagne à gommer son image d'islamiste conservateur pour se présenter comme un homme de rassemblement et le seul recours des partisans de la «révolution» contre un retour de l'ancien régime.

Ancien commandant en chef de l'armée de l'air, M. Chafiq, 70 ans, a fait campagne sur le thème de la stabilité, chère à de nombreux Égyptiens après plus d'un an d'une transition politique chaotique.

Il est soutenu par de nombreux coptes (chrétiens d'Égypte), inquiets d'une victoire islamiste.

ARABIE SAOUDITE

Le prince Salmane nommé prince héritier

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a nommé hier son demi-frère, Salmane, 76 ans, prince héritier en remplacement de Nayef ben Abdel Aziz, décédé samedi, a annoncé la télévision d'Etat Al-Ekhbariyah.

Le monarque a nommé Salmane comme «prince héritier et vice-Premier ministre» tout en le maintenant au poste de ministre de la Défense, a indiqué la chaîne.

Le roi a en même temps nommé le prince Ahmed ben Abdel Aziz, l'un de ses demi-frères, au poste de ministre de l'Intérieur qu'occupait jusqu'à sa mort le prince Nayef.

Le prince Salmane était devenu ministre de la Défense en octobre après la mort du prince héritier Sultan, qui détenait aussi ce poste ministériel. Il s'agissait alors du premier poste ministériel pour le prince Salmane qui a été gouverneur de Riyad depuis 1962.

Le prince Nayef, demi-frère du roi Abdallah, est décédé samedi de «problèmes cardiaques» alors qu'il se trouvait en Suisse.

Le décès du deuxième prince héritier en l'espace de huit mois illustre le vieillissement de la dynastie des Al-Saoud, qui dirige la principale puissance pétrolière mondiale.

L'Arabie saoudite, située au cœur d'une région en pleine mutation politique, est dirigée par le roi Abdallah, lui-même âgé de 88 ans, et qui est apparu à la télévision samedi et dimanche voûté et marchant à l'aide d'une canne.

Le prince Nayef était considéré comme un homme à poigne qui a dirigé pendant 37 ans le ministère de l'Intérieur, supervisant la lutte contre Al-Qaïda et sévissant contre toute forme d'opposition à la dynastie. Il avait entretenu de bonnes relations avec les milieux religieux tenants de l'orthodoxie et généralement opposés à une évolution du royaume ultra-conservateur. Il était le partisan d'une ligne dure à l'égard de l'Iran et défendait une politique musclée vis-à-vis de la minorité chiite du royaume.

MALI

Ançar Dine accepte la médiation de Compaoré

Le groupe islamiste Ançar Dine, qui contrôle avec d'autres mouvements armés le nord du Mali, s'est dit lundi prêt à négocier avec la médiation conduite par le Burkina Faso, qui lui a demandé de rompre avec les «terroristes» d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi).

«Nous acceptons la médiation du Burkina Faso, nous empruntons la voie de cette négociation», a affirmé devant la presse Cheick Ag Wissa, porte-parole d'une délégation d'Ançar Dine, selon ses propos en tamasheq (langue touareg) traduits par un conseiller du président burkinabé.

Il s'exprimait à l'issue du premier entretien entre Ançar Dine et le président Compaoré, médiateur de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), au palais présidentiel à Ouagadougou. «La délégation d'Ançar Dine a manifesté sa disponibilité à s'engager dans la voie de recherche (d'une) solution politique négociée à cette crise, sous la médiation» de Blaise Compaoré, a confirmé le ministre burkinabé des Affaires étrangères Djibrill Bassolé.

Mais le ministre a estimé que le groupe islamiste, qui veut imposer la Charia dans tout le Mali et est en position de force dans le Nord avec son allié djihadiste Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), doit «clarifier (ses) positions». Il faut que ce groupe «inscrive son action dans la revendication touareg, (...) bien sûr à l'exclusion de toute alliance opérationnelle avec des groupes terroristes», a souligné M. Bassolé. «Nous avons aujourd'hui le devoir de clarifier les choses. En tout état de cause, nous avons le devoir de nous acheminer tous ensemble vers une solution globale négociée de paix», a-t-il insisté. M. Compaoré avait rencontré le 9 juin une délégation de rebelles touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), qui s'était aussi déclarée «disponible» pour des négociations de paix.

Dans la foulée d'un putsch le 22 mars à Bamako, l'immense région désertique du nord du Mali est tombée aux mains du MNLA et surtout d'Ançar Dine et d'Aqmi.

LES GRECS VOTENT POUR DES LENDEMAINS QUI DÉCHANTENT

Athènes confie son destin à Bruxelles

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

En éliminant, à contre-pied de tous les pronostics, la Russie de l'Euro de football, les Grecs, prémonitoires, annoncent la couleur. En zone euro, ils sont, en zone euro, ils resteront.

Le vote, le lendemain du match héroïque livré contre les Russes, confirme la tendance. Athènes, au milieu du gué, terrorisée, apeurée et sans cartes maîtresses entre les mains, confie son destin au parti conservateur, droite pro-rigueur, pro-Europe et docile exécutant des ukazes bruxellois.

Pour parachever le grand'œuvre, les socialistes du Pasok donneront un coup de main, aideront à l'application des plans d'austérité. L'euphorie du foot retombée, les Grecs seront sans doute éliminés par l'Allemagne, les Grecs seront confrontés à la dure réalité. Leur pays divisé en deux, désargenté, endetté jusqu'à l'os, ne peut rien dépenser parce que mis sous tutelle, s'en sortira-t-il pour autant, en appliquant les remèdes européens ?

Par sûr du tout. L'autre moitié, perdante électoralement, mais aux aguets, la gauche radicale obtenant tout de même presque l'équivalent des vainqueurs du scrutin — seul le règlement électoral balance l'échiquier de façon lourde — attend au tournant. Vu la situation explosive au plan social, économique, politique, psychologique vécue par la Grèce, la coalition qui montera au pouvoir la semaine prochaine risque de ne pas savoir où conduire et surtout comment conduire les affaires d'un pays qui, en définitive, n'a plus aucune souveraineté. Il est demandé au prochain «exécutif» de simplement réduire les dépenses, couper dans les budgets de l'éducation, de la santé, de réduire à néant les services et secteurs publics, ne plus dépenser un euro sans que les experts de Bruxelles ne hochent la tête indiquant le oui. Autant l'écrire tout de suite : le gouvernement Samaras ne tiendra pas.

D'ailleurs, les marchés loin d'être satisfaits du résultat du vote grec, n'ont pas frémi, ils ont même émis des craintes que l'application du plan européen par la Grèce ne vide la cagnotte du crédit pour les autres. Les marchés, seuls maîtres à bord en euro zone, craignent que les autres mauvais élèves, nombreux, n'aient plus un euro à emprunter à cause des... Grecs.

L'Allemagne qui, sans doute, éliminera la Grèce de l'Euro-foot, ne lui fera pas de cadeau en zone euro. A l'impossible euro nul n'est tenu, c'est le credo, le seul, actuellement, de mise en Europe. Comme l'Allemagne dirige l'euro.

A. M.